

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !
Vive la Guerre Populaire !

GAUCHE PROLETARIENNE

1930-39 : LES MINEURS CONTRE LE FASCISME

1972

I. — ON A COMMENCÉ A CRIER, A ÊTRE ÉVEILLÉS

— Comment posait-on la question du fascisme en France avant 1934 ?

— A l'époque, nous subissions les répercussions de la grande crise américaine, elle faisait de 26 à 30 millions de chômeurs si les chiffres sont exacts, et la classe paysanne était bien pauvre elle aussi.

Avec la poussée du fascisme sur le plan international, il y a eu un début de prise de conscience. C'était l'occupation de la Mandchourie par le Japon, puis Hitler avec ses revendications territoriales, et aussi l'occupation de l'Ethiopie par l'Italie. Les masses tout en étant sensible au fascisme extérieur, n'avaient pas de prise de conscience très forte même devant les positions revanchardes de Hitler.

On comprenait que « ça faisait partie de l'Allemagne » et puis

c'était tout à fait normal d'autant plus que les gouvernements qu'il y avait à cette époque favorisaient la politique hitlérienne sur tous les plans.

Les masses n'étaient pas prêtes à lutter contre le fascisme, il y avait d'ailleurs ce qu'on appelait les séquelles de la victoire de 1914-18, c'était le principal dada politique de nos anciens combattants, ils étaient les « vainqueurs » de la guerre alors que nous autres on disait que le traité de Versailles avait été un diktat imposé au peuple allemand.

De fait, ce diktat a favorisé la montée de Hitler. En France ça ne paraissait pas un danger grave. Le fascisme hitlérien c'était un règlement de famille là-bas en Allemagne, en vase clos.

Nous étions dans une période de chômage, il faut bien comprendre l'état d'esprit qu'il y avait à cette époque, la classe ouvrière était séparée, divisée politiquement et syndicalement, sans alliés naturels, que ce soit les intellectuels ou les paysans.

Les couches moyennes étaient complètement séparées, enfin la division des communistes et des socialistes depuis le congrès de Tours a été très néfaste, elle a aidé au développement du fascisme. Les séquelles de toutes ces divisions n'ont jamais été éliminées, elles existent encore aujourd'hui en 1972.

Quand on allait parler avec un socialiste de l'histoire du Japon qui avait envahi la Mandchourie, il répondait : « Ça, bof, on s'en fout pas mal, nous. D'où que ça se trouve ? »

Quand les Italiens ont envahi l'Ethiopie et l'Abyssinie : « Ben les Macaronis, ils prennent leur machin, et, puis c'est tout, nous ça ne nous regarde pas. »

Quand Hitler est arrivé en Allemagne, on a commencé à crier, à être éveillés, on commençait à parler de ce qu'Hitler avait fait en 34, des camps de concentrations, eh bien ça n'allait pas encore; là-bas en Allemagne la classe ouvrière était représentée par Thaelmann, un communiste.

Et sous prétexte que celui dont on parlait le plus dans la classe ouvrière, c'était un communiste, les réformistes ici, ils s'en foutaient; ils disaient que le communisme et l'hitlérisme c'était pareil, que les communistes, par leur agitation revendicative étaient les soutiens de la réaction, tout comme le P.C.F. affirme aujourd'hui que les communistes maos sont les soutiens de l'U.D.R.

Le danger du fascisme n'était pas apparent dans l'esprit des socialistes. Il n'était pas beaucoup plus apparent dans l'esprit des communistes.

Il a fallu 1934 pour qu'il y ait cette flambée, pour qu'il y ait cette montée de révolte, pour qu'on pressente le danger d'une France entourée par un fascisme italien, puis allemand. Il n'y avait pas ce qu'on peut appeler une ligne directrice, idéologique, dans la lutte contre le fascisme.

Tout ce qu'on faisait contre le fascisme, c'était dévoiler ce qu'il était mais ce n'était pas encore bien compris.

Le fascisme, je le disais comme je le comprenais, mais je n'avais pas encore eu les véritables expériences d'Hitler; on prenait des exemples dans l'histoire, on revenait sur l'inquisition, on essayait de trouver comment un fascisme pouvait naître et se développer, on voyait ça avec la féodalité; pour essayer de saisir l'esprit des camarades, on disait : « Voyez-vous l'inquisition, eh bien ça sera

encore bien pire, il n'y aura même plus besoin de lettres de cachet, on viendra vous arrêter, et puis, hop, on vous enfermera ou on vous fera brûler tout de suite », « on n'est plus au temps de Jeanne d'Arc, on ne fait plus de bûcher, on ne fait plus brûler les gens comme ça » répondaient-ils.

Et pourtant il y a eu les fours crématoires, ce qui était bien pire que le bûcher de Jeanne d'Arc. Mais ce n'était pas compris et lorsqu'on discutait du fascisme c'était un mot.

Hitler c'était une politique, Mussolini c'en était une autre.

Pourtant dès 1926 beaucoup avaient lu Mein Kampf de Hitler qui rejetait sur la France et son peuple les calamités que son pays subissait du fait du Traité de Versailles et de l'occupation de la Ruhr.

Dans l'esprit de beaucoup de gens, il y avait l'idée que Mussolini avait apporté quelques avantages aux ouvriers italiens et qu'il avait sauvé les chômeurs.

Qu'on le veuille ou non, quand un chômeur voit que les chômeurs sont aidés dans les autres pays, il a une certaine reconnaissance. Tout cela donne lieu à des confusions.

L'orientation du fascisme qui se sert du mécontentement ou des révoltes ouvrières pour établir une dictature des puissances d'argent contre tout ce qui est progrès social, contre tout ce qui est d'avant-garde, contre l'établissement de la liberté et de la démocratie, tout cela ce n'était pas compris.

Il n'y avait pas d'éducation idéologique dans le parti; tout ce qu'il y avait, c'est que s'il y en avait un qui disait ceci ou cela de l'U.R.S.S. alors là on se battait, on se battait à coups de poing pour défendre

la Russie bolchevique, mais on ne voyait pas qu'on allait vers février 1934.

- Comment, avec tous ces obstacles, l'antifascisme est-il devenu un phénomène de masse ?

~ En 1927, j'ai assisté à une manifestation contre le fascisme à Saint-Ouen, là c'était magnifique. Il y avait les Croix de Feu et les Communistes.

Les Croix de Feu avaient leurs bérets, tous ceux qui avaient un béret, étaient bons pour la matraque, et ça allait vite.

La manifestation de Saint-Ouen pour Sacco et Vanzetti, c'était magnifique, ils étaient 10 000 ou 15 000, soudés, et les gardes républicains à cheval ne pouvaient rien.

Ca c'était la lutte contre le fascisme, mais c'était en 1927, l'orientation était meilleure à cette époque-là qu'elle ne l'a été après.

Ce qui a tout changé c'est la crise économique américaine, elle a eu des répercussions terribles ici surtout; tout le monde se contentait de la misère et cela a été très important pour en arrive à 35 et 36. La lutte contre le fascisme en France n'a été mobilisatrice qu'en 1934, et encore les sociaux démocrates ont attendu le 1.2 février pour se mobiliser à côté des autres.

On arrive au Front populaire.

Ce fut quoi?

Essentiellement des revendications ouvrières, on a donné les 40 heures, les congés payés. Mais la classe paysanne est-ce qu'elle a eu quelque chose?

Et les intellectuels est-ce qu'ils ont eu quelque chose? Alors comprends-tu, le Front populaire n'était pas soudé avec ses alliés naturels, la classe ouvrière avait négligé ses alliés naturels, ça sera très néfaste, c'est l'histoire qui le montre.

A l'époque, nous n'étions pas des prophètes mais aujourd'hui avec le retour en arrière, l'histoire nous éclaire. Donc on l'a payé cher, d'abord avec la grève du 30 novembre 1938, et puis aussi parce qu'on n'a plus pu mobiliser les masses contre la politique d'annexions de Hitler avec l'Autriche, les Sudètes, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

Là, c'était mettre le doigt dans l'engrenage, tout le corps y est passé et ça nous a mené à la dissolution du P.C. en 1939. Voilà. On a fait une politique d'ouvriers mais on n'a pas fait une politique nationale de revendications, on ne faisait qu'une politique de la classe ouvrière, des 40 heures, des congés payés, on a abandonné le principe de la défense de la démocratie et des libertés.

Les ambassadeurs d'Allemagne qui avaient vu cette affaire, avec les Georges Bonnet revenus au pouvoir, se sont dit : « On peut se frotter les mains, tout peut se préparer dans le sens que nous avons vu. » C'est comme ça qu'on est arrivé à 1939.

En 31-32 notre ligne a commencé à payer les répercussions des crises économiques des Américains.

On a commencé à chômer.

La première quinzaine que j'ai faite en mars 31 (après le service) tous les puits de mine étaient occupés par les gardes mobiles (mars-avril).

On disait : « Ils trouvent de l'argent pour payer les gardes mobiles,

et, ils n'en trouvent pas pour nous payer. » C'était le commencement du chômage.

Deux ans après, on nous a posé une question, un référendum : « Êtes-vous d'accord pour chômer une journée de plus ou pour renvoyer les Polonais dans leur pays? » C'était grave.

On a dit qu'on était pas d'accord pour les renvoyer. Cette période-là est devenue plus dure.

Politiquement elle durcissait aussi, les communistes et les socialistes se « grognaient » comme des roquets.

Dans les réunions c'était du cinéma, du théâtre, parce qu'ils n'y allaient pas avec le dos de la cuillère, c'était : vendu, traître, etc. Mais, qu'on le veuille ou non, à cette époque-là, quand les communistes dénonçaient les socialistes, ils dévoilaient des traîtres, c'en étaient vraiment.

En 1933, Hitler a pris le pouvoir et occupé la Ruhr et les Français ont dû déguerpir ! Ce qu'il faut voir c'est que la lutte des années 30 à 34, chacun la menait à sa façon, chacun de son côté, les socialistes à leur façon et les communistes à la leur, beaucoup plus aiguë.

Mais les socialistes avaient les portes ouvertes dans les grands bureaux. Par exemple, là-dessus j'ai eu des récits directs, les dirigeants socialistes étaient convoqués dans les grands bureaux, et on leur demandait : « Êtes-vous d'accord pour que Matté soit mis à la porte? »

Matté c'était un de ceux qui avaient formé le parti en 1921 ; « Si on met Matté à la porte, c'est un communiste, un de vos adversaires, vous ne ferez pas grève? »

Les socialistes, contents d'être débarrassés d'un militant communiste qui était le bâton merdeux partout, surtout chez nous, ont dit d'accord.

Ils ont mis Matté à la porte parce que Matté menait la lutte sur les revendications et il entraînait les travailleurs à résister. Tandis que les autres c'était toujours des pétitions ou des référendums.

Si les salaires ne correspondaient plus au coût de la vie au lieu de mobiliser les travailleurs pour une grève, d'engager la lutte pour une augmentation, de combattre quoi, ils faisaient signer des pétitions.

Et puis un mois après, pour gagner du temps, ils faisaient un référendum.

C'était « pour ou contre la grève ? »

Comme ils avaient déjà eu leurs réunions de toutes les sections socialistes et que les communistes n'étaient pas bien forts, ils avaient toujours la majorité contre la grève dans leur référendum.

Ça servait les intérêts des compagnies mais c'était contraire aux intérêts des travailleurs.

C'est dans ces conditions qu'on est arrivé à la période préfasciste de 1934 avec les événements de politique extérieure.

En 1934, l'opinion publique a commencé à être travaillée par ce qui se passait en Allemagne et en Italie, et ici en France, dans nos contrées, on sentait bien qu'un danger était là, qui se préparait contre nos institutions et nos libertés.

Et surtout on subissait une crise très grave.

On en arrivait à ne travailler que deux jours par semaine, ou même

une journée, l'ouvrier qui avait 4 gosses ça faisait 200 francs pour vivre 15 jours, alors qu'à cette période-là pour vivre sans gros frais, il fallait un bon 500 francs.

Il faut voir comment on vivait, c'était affreux, c'était une grande misère dans tous les foyers.

Avec les événements de 1934, il y a eu une plus grande clairvoyance dans les masses, on a senti qu'il fallait bouger, qu'il fallait que ça change.

L'histoire du 6 février ça a réveillé les consciences dans les ateliers, dans les puits, bien qu'on était loin de Paris.

On a dit : « Attention, hier on l'a échappé belle », on faisait la comparaison avec l'Allemagne qui avait déjà Hitler et l'Italie qui avait Mussolini, ça montrait qu'on avait failli avoir la même chose.

Alors on a crié : « Les cagouleurs en prison. » Il y a eu des manifestations à Lille et un peu partout qui ont rassemblé du monde, tous les républicains, les démocrates, les socialistes, les communistes y sont arrivés.

— Avant les manifestations communes, comment se passaient les réunions socialistes et communistes ?

— Vers 1934-35, la formation de l'axe Berlin-Rome-Tokyo, c'était l'implantation du fascisme à l'échelle mondiale, c'est ce qui a beaucoup joué pour le début de la prise de conscience en 1934, avec les événements de février.

Dire que dans les masses le danger fasciste était apparent, ne serait pas exact. Il y avait quelques militants qui sentaient le danger fasciste, on sentait bien qu'il y avait une poussée un pouvoir qui préparait de nouvelles formes de domination.

Mais dans les partis, dans les réunions contradictoires, les mêmes propos revenaient toujours, c'étaient les mêmes problèmes, l'unité et la scission du congrès de Tours que les communistes reprochaient aux socialistes.

Il y avait eu la guerre du Rif qui avait amené une mobilisation des travailleurs principalement ceux de l'extrême gauche. Mais dire qu'à l'époque les partis étaient solidaires des peuples colonisés serait faux.

D'abord, le Parti Communiste, sa mission était d'être solidaire mais pour le Parti Socialiste, non. D'ailleurs, on ne le verra jamais lutter contre les guerres colonialistes.

En 1954, avec la guerre d'Algérie et la guerre d'Indochine, on a bien vu qu'il était pour les guerres colonialistes, pour les guerres d'expansion colonialiste et de domination.

C'est-à-dire pour le fascisme dans les colonies, pour exploiter les habitants de ces pays et pour en tirer des profits pour les capitalistes.

Les socialistes parlaient de la dictature qu'il y avait là-bas en Russie et disaient que le socialisme bolchevik n'avait pas amené de bien-être pour le peuple.

Ils disaient ça parce qu'à l'époque, les communistes et le Secours rouge faisaient des collectes, ramassaient des effets, des vieilles loques, des vieilles godasses, pour les envoyer en Union Soviétique où ils n'avaient rien.

Ils étaient en train de remonter leur économie, c'était exact et il y avait des coups de gueule des socialistes là-dessus.

Quand il y avait une réunion du Parti Communiste qui se faisait,

surtout vers la période 31-32-33, c'était la bagarre avec la police.

Pour la police, il n'y avait pas d'ambiguïté, elle tâchait de s'emparer de la réunion ou de la disperser, il fallait prendre des dispositions pour que l'orateur puisse s'enfuir afin de ne pas être pris par la police.

Le danger fasciste n'était pas réellement pressenti.

Quand dans la classe ouvrière on causait du danger d'Hitler, les socialistes acceptaient comme une chose normale son arrivée au pouvoir.

Nous, les communistes, on dévoilait les dangers, on dénonçait les camps de concentration qui existaient déjà en Allemagne et où Hitler après l'incendie du Reichstag avait fait enfermer 90 000 ouvriers révolutionnaires, communistes et aussi des socialistes et des démocrates.

C'était le commencement des arrestations et des grandes purges là-bas; ici en France, on avait beau le crier, beau le dire, les sociaux démocrates ne l'acceptaient pas de cette oreille-là.

Donc on arrive en 1934, où on prend conscience du danger.

Il avait fallu les scandales Stavisky, l'affaire Prince, c'est cette période qui est favorable aux ligues factieuses qui défilent dans les rues aux cris de : « La République pourrie », « A bas la République des camarades », les hommes corrompus dans les scandales criant avec eux : « A bas les voleurs ».

Ça a été une vraie révolution de dire que la bourgeoisie était pourrie avec des ramifications dans les ministères, dans les gouvernements, ça a fait une prise de conscience, mais pas dans l'ensemble du pays.

Il faut bien le voir, sur 10 ou 15 ouvriers, il y en avait peut-être un qui avait conscience du danger.

A cette époque-là, dans les discussions, il y avait beaucoup d'anciens combattants forts des victoires remportées en 14-18.

Quand je leur disais : « Hitler, il va repasser la Meuse, il repassera le Rhin, il passera même la ligne Maginot », ils me disaient : « Qu'est-ce que tu racontes, plus jamais un boche ne mettra les pieds en France, tu ne nous connais pas, on les a battus à Craonne, à Verdun, Raon-L'Étape.

Il y en a même un qui disait : « ns arriveraient ici à la fosse, moi j'ai un canon, je suis artilleur, il n'y en a pas un qui passerait. »

Et pourtant ils sont arrivés en 1940, mais on était resté sur la victoire de 1918, avec l'esprit qu'il n'y avait plus un boche qui pourrait passer.

Cette idée-là elle était forte, il y avait les sociétés patriotiques qui commémoraient le 11 novembre tous les ans. Et pourtant, le traité de Versailles avait été un diktat au peuple allemand et c'est ça qui avait amené le fascisme.

— Qu'est-ce qui rendait si difficile la mobilisation contre le fascisme ? Que faisaient les communistes ?

— Ici en France, on eut du mal à partir contre le fascisme, on n'était pas guidé pour.

Les écrits du parti, c'était sur la guerre du Maroc, la guerre d'Indochine; on luttait contre toutes les guerres coloniales, mais sur le plan revendicatif, sur le plan de la défense des libertés, il n'y avait rien.

On nous disait toujours que nous étions les défenseurs de la liberté,

de la fraternité, mais ce n'était pas vrai, celui qui avait le malheur d'en causer, de lutter violemment pour se défendre, il était réprimé dans les partis.

Il était réprimé par la réaction, par l'alliance entre la social-démocratie et tous les partis de droite.

Et il n'y avait pas de véritable parti d'avant-garde à cette époque. Malgré le congrès de Tours, malgré l'Internationale.

Au congrès, la scission s'est faite sur une motion, elle ne s'est pas faite au cours d'une lutte de masse, dans un combat contre une idéologie réactionnaire.

Ce sont des hommes politiques qui se sont partagés sur cette motion, ce ne sont pas des révolutionnaires, le congrès de Tours n'a pas fait de bolcheviks.

Ils ont voulu se servir de l'effet révolutionnaire de l'Union Soviétique qui venait de faire sa révolution, mais ici en France, ce n'était pas des révolutionnaires de ce type.

S'ils l'avaient été, ils se seraient servi des mutineries qu'il y a eu dans l'armée et on aurait pu avoir de meilleurs résultats, surtout après 1917 parce que le régime était branlant.

Déjà en 1915, Lénine par une brochure dictait la conduite à observer pour changer l'orientation de la guerre « quiconque, écrivait-il, désire une paix solide et démocratique doit s'affirmer pour la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie. »

Le congrès de Tours a fait un parti de la classe ouvrière qui essayait de la guider sur certains points, mais il n'a pas fait un parti de combat.

Les ouvriers à la base étaient révolutionnaires, eux, parce qu'ils

connaissaient les difficultés, et subissaient la répression.

Par exemple dans les mines, les chemins de fer, dans les usines, aussitôt qu'on posait des revendications claires et précises et qu'on avait le malheur de vouloir entraîner ses camarades pour les faire aboutir, on était catalogué comme révolutionnaire.

Si trois ouvriers discutaient et que l'ingénieur arrivait, il disait : « Ah là là, pas de soviets ici ! », ça c'était clair.

C'était en 28-29-30, « pas de soviets », ça voulait dire que l'on discutait de nos revendications.

Mais on était bien obligé de discuter comme ça parce que chaque fois qu'on disait quelque chose, la social-démocratie n'était pas d'accord, elle disait tout de suite « ça c'est du communisme ».

Pourtant le mot communiste n'était guère connu dans les masses, malgré le manifeste de Karl Marx, il n'y en avait pas beaucoup qui avaient lu des textes communistes.

Le congrès de Tours a quand même développé la réflexion de la classe ouvrière bien qu'elle était divisée.

Les idées de Marx, de Lénine, ça a pénétré petit à petit chez les ouvriers.

Il y a eu des brochures comme « Salaires, prix et profits », ça se discutait, on se le passait en sous-main parce que il ne fallait pas être pris avec une brochure comme ça, avant 36 il ne fallait pas que ça dépasse de ta poche, ni le journal l'Humanité; le P.C. était considéré comme le parti révolutionnaire.

Et pourtant... C'était un parti où les militants se battaient à la base.

Mais la direction se battait formellement, par exemple contre le

groupe Barbé-Célor ou contre tous les autres groupes, elle se battait pour des places, pour la direction, c'était la période des tendances, des fractions, de la méfiance; la période où le sectarisme domina le mouvement ouvrier sans rien lui apporter de concret; seule la base se battait pour des revendications et contre la répression patronale.

Préparer les élections de délégués mineurs ou les élections municipales ça faisait une lutte régionale ou nationale. On développait aussi le danger du fascisme sur le plan international.

Mais rassembler des moyens de lutte, faire une réunion ou aller se battre dans une localité ou dans une grande ville, on ne le faisait pas.

Il y avait des petits groupes de communistes qui se battaient contre des Croix de Feu ou même contre des socialistes, mais il n'y avait pas une armée de combat; militairement, le Parti Communiste n'était pas armé, jusqu'en 36; il ne l'a même jamais été, sauf dans la période 1940-1945 avec les F.T.P.

En 1932, c'était les élections municipales. Pour le P.C., il fallait gagner des places; même à la base, il n'y avait pas un niveau idéologique suffisamment élevé du point de vue révolutionnaire; on luttait contre la tendance au parlementarisme, mais il y avait quand même une déviation électoraliste néfaste pour l'ensemble des travailleurs.

Voilà : en 1932, il fallait 23 candidats pour faire une liste, on en avait 17, il en fallait donc 6 de plus; à la dernière minute, pour pouvoir présenter une liste complète, ils sont allés faire une alliance avec les plus gros bonnets réactionnaires du coin.

Les socialistes, les réformistes ont eu beau jeu d'aller dire : « Ils

parlent d'abolir les gros et puis aujourd'hui pour prendre la municipalité, ils sont allé s'allier avec les plus gros bonnets et les plus gros hobereaux. »

Ce n'est pas une politique d'avant-garde, ce n'est pas une politique de combat, ce n'est pas une politique révolutionnaire. Cela a été néfaste.

Le premier qui n'a pas accepté ça, ce fut moi.

J'ai donné ma démission tout de suite de ce bazar-là, pourtant je n'étais pas un militant avec une culture bolchevik à outrance, d'ailleurs j'étais jeune, mais j'avais déjà un sentiment de classe entier, profond, qui ne s'accommodait pas de l'alliance avec n'importe qui, pour n'importe quoi. Je me suis donc fait retirer de la liste.

Il y a eu des discussions au sein du parti. Quoique j'étais un jeune, les vieux camarades qui étaient là, qui avaient fait la guerre et le congrès de Tours, ont discuté de ma position. Et elle s'est avérée juste, aux yeux de beaucoup de camarades.

Il y avait une aile de gauche, d'extrême gauche dans le P.C., c'étaient ceux qui avaient trimé, qui avaient connu la guerre et la répression, ceux qui avaient subi le chômage, c'est-à-dire ceux qui avaient réellement eu de la misère dans leur vie, ceux-là restaient fidèles à une ligne de combat.

Alors dans cette discussion, ils ont dit : « Bien oui, c'est nous qui avons tort, vraiment notre position est fausse », mais comme il était trop tard pour retirer les listes, ils ont accepté d'aller jusqu'aux urnes.

La déconfiture a été terrible, les gens comptaient combien ils

allaient avoir de voix, ils sont arrivés bien en dessous de leurs espérances, pourquoi ?

Parce que les masses, elles, n'étaient pas bêtes. Même les socialistes ont exploité ce fait-là alors qu'ils n'étaient pas révolutionnaires.

Tout ça c'était pour essayer de prendre du terrain à la social-démocratie, mais il était impossible de gagner du terrain dans des conditions pareilles, il y avait pas de ligne de combat.

Il y avait comme on l'a vu des divisions en haut, ça ne se répercutait pas avec la même force à la base, ça ne servait pas la lutte idéologique, ça n'éclairait pas.

A la base, on effleurait ces discussions-là, mais elles ne permettaient pas de mobiliser les gens et les travailleurs (il s'agit des discussions à la direction contre Barbé-Celor) ; toujours les tendances et le sectarisme.

Sur le lieu de travail, là ce n'était plus les mêmes idées qui se développaient.

On était obligé de se mettre d'accord avec les socialistes pour des revendications qui étaient très minces, des phénomènes sans importance pour les travailleurs et on était obligé de se battre contre ces mêmes socialistes lorsqu'on avait des grosses revendications à faire.

- Est-ce qu'il y avait des ouvriers fascistes à cette époque ?

- Des fascistes ouvriers, il y en avait très peu à cette époque-là dans le Nord.

Nous les connaissions à peu près et la plupart étaient des individus suspects.

Le fascisme, ça partait des officines du maître-garde de la direction des houillères.

Le maître-garde c'était un ancien combattant, croix de guerre, médaille militaire, toute une batterie de cuisine, je ne sais pas où il les avait eues.

Il tenait tout avec ses gardes, il tenait tout le réseau.

Dans cette période de 1931, 1933, il y avait beaucoup d'ouvriers, des jeunes surtout, qui n'acceptaient pas de travailler dans des conditions aussi misérables que ça, alors ils s'en allaient, croyant trouver mieux à Paris, et, à Paris des fois, ils battaient le pavé pendant une paire de jours.

Puis arrivait un moment où ça ne sonnait plus fort, dans leurs poches, et un beau jour quelqu'un leur tapait sur l'épaule : « Alors ? Qu'est-ce qu'il y a, ça ne va pas ? », ils étaient repérés.

Ah, ils étaient organisés les fascistes : « Tu veux du travail ? T'as qu'à aller à telle place. »

Ils y allaient et ils étaient embauchés. Huit jours après, on leur disait d'être le lendemain à tel endroit, à telle heure, ils y allaient, on leur demandait de faire des coups, de faire les contre-manifestants, etc.

C'est un gars qui m'a raconté ça; lui, il n'avait pas été embauché comme ça, il avait eu une lettre pour aller trouver le maître-garde, il avait aussi été embrigadé et on lui avait demandé de faire le mouchard, d'aller dans les réunions pour se battre contre ceci et cela.

Ils étaient en liaison avec Paris et partout, d'ailleurs les ingénieurs allaient toutes les semaines faire bombance à Paris dans un château

de La Grange qu'ils avaient juste acheté à 7 millions et ça en pleine période de chômage, pendant les années 30, 31, 32.

- Parmi les ouvriers, comment agissaient les jaunes ? Y avait-il beaucoup de mouchards ?

- Non, plutôt des gens d'église; des gens avec une idée bien politique pour être mouchards, ça n'existait pas beaucoup. C'étaient plutôt des gens d'église qui faisaient ça, croyant rendre service à M. le Curé et gagner ainsi les lieux saints du paradis.

— Donc il n'y avait pas d'idées fascistes réellement implantées chez les ouvriers bien que vous ne travailliez que deux jours par semaine ?

— Parmi les ouvriers, il n'y avait pas beaucoup d'idées fascistes, surtout dans nos milieux à nous.

— Chez les chefs ?

— Chez les chefs, il y en avait.

— Chez les ingénieurs ?

— Chez les ingénieurs, c'est incontestable. Ça c'est une autre catégorie de travailleurs, je dis « travailleurs » parce qu'ils sont inscrits à la Sécurité sociale minière, mais eux, c'étaient des fascistes.

A dire le contraire, on se tromperait, d'ailleurs, ils l'ont prouvé pendant la collaboration, pendant la guerre.

II. — 1934-37 : LUTTE DE CLASSE ET LUTTE DE PLACE

- Les batailles de rue à Paris, en février 34, quels en ont été les effets dans les mines ?

- La bataille du peuple parisien, la riposte du parti communiste a été violente.

Chez nous, beaucoup de travailleurs se sont dit : « Attention, il y a danger. » Alors, le 12 février, ce n'est pas tant le parti socialiste qui a fait appel aux masses, ce sont les masses qui ont débordé le parti socialiste pour la manifestation commune du parti communiste et du parti socialiste.

Le 6 février, quand les gens sont descendus dans la rue, il fallait qu'ils soient conscients que le fascisme, c'était dangereux.

Ils se sont mobilisés par esprit de parti, comme nous, à la base, ie dis que sur 15, il y en avait un qui était conscient, c'était le communiste, qui était tout seul contre 15.

C'était celui qui s'était éduqué politiquement et idéologiquement à travers les événements.

Alors ceux-là, les 1 sur 15, ont peut-être fait comprendre à leurs camarades d'ateliers ou de chaîne : « Voilà, il y a un danger qui est apparent, il faut aller se battre. »

Là, ça été clair. C'est tellement vrai qu'à la manifestation du 9 février, les sociaux démocrates n'y sont pas allés, ni les autres partis.

Il a fallu que pendant quatre jours, il y ait des discussions très âpres et très dures pour leur faire rentrer dans le crâne, pour leur faire comprendre, que la seule issue pour résister au fascisme, ici, en France, c'était de faire une manifestation de rue, qu'il fallait se battre; ça a donné la manifestation d'unité d'action du 12 février.

Et après, il a encore fallu des pourparlers très âpres et très durs avec les socialistes pour aboutir au pacte d'unité d'action.

- Que s'est-il passé dans les mines après les premières manifestations de février 34 ?

- Il aurait fallu aller beaucoup plus loin dans la lutte, il fallait unir les ouvriers : mais la lutte intestine entre les communistes et les socialistes sur la base des puits de mine ou des communes n'avait pas diminué pour autant; c'étaient toujours les mêmes insultes, les mêmes attaques, la même virulence de langage dans l'échange des programmes.

Il y avait une contradiction très profonde, il en reste des traces. Par exemple préparer une élection de délégué mineur était tout un travail militaire.

Le socialiste, c'est-à-dire le réformiste de la C.G.T. de Jouhaux, pouvait distribuer ses tracts, coller ses affiches dans les corons, il n'était pas inquiété. Mais les communistes étaient pourchassés par les gardes des houillères.

La lutte de classe montrait que les socialistes avaient le soutien des compagnies et qu'ils défendaient leur politique.

Quand c'était le communiste qui distribuait un tract, les travailleurs ne le prenaient pas tous parce qu'il y avait un garde-chiourme à la porte et qu'il pointait ceux qui prenaient le tract du communiste.

C'était caractéristique : on retrouvait autant de voix que de tracts pris, vu que c'étaient des communistes, ils s'en foutaient pas mal : « Mourir de faim avec deux heures de travail par semaine ou être foutus à la porte, il n'y a pas grand changement. »

En 1935, il y a eu un changement avec le pacte d'unité d'action signé entre les communistes et les socialistes.

On a fait des réunions de comité d'action et d'unité d'action, on en

a fait un peu partout, à Béthune, à Arras, à Hénin-Liétard...

A cette époque, lorsque nous sortions d'une réunion ou de la bourse du travail, il y avait les Croix de Feu qui nous attendaient; il n'y avait rien à faire, ils nous pointaient qui étions allés à la réunion, et ils attendaient pour engager la bagarre.

Ils attendaient sur la place ou dans un coin avec des cannes, ou des bâtons au bout desquels ils fixaient des bouts de fer ou des lames de rasoir.

Nous, comme moyen de défense nous n'avions pas encore de cocktails molotov : on avait les roues arrières de nos vélos, ça va bien ça, un bon coup de roue arrière, tu assommes ton bonhomme.

Ici, dans le Pas-de-Calais, le fascisme a poussé très loin ses attaques, il a fallu passer à l'action, parce qu'ils ont tué le camarade Fontaine, à Hénin-Liétard.

— L'autodéfense c'était exactement quoi ? Dans les usines, est-ce que ça existait?

— Chez nous ça n'existait pas.

L'organisation militaire dans les usines n'existait pas, les ouvriers étaient livrés à eux-mêmes, à leur révolte personnelle, tout ce qui se faisait était individuel. Individuellement, on avait pas beaucoup de choses, on n'avait que des réunions et des tracts, et le 1er mai, on faisait une belle manifestation, on criait : « A bas le fascisme, le pouvoir aux soviets. »

Mais pas d'organisation militaire sur les usines.

— Comment avez-vous répliqué après l'assassinat de Fontaine ?

— Il y eut des manifestations.

- Il n'y a pas eu d'organisations d'autodéfense ?

- Il n'y a pas eu d'organisations de réplique, c'était l'époque de l'unité d'action avec la social-démocratie.

Et vu qu'ils ont toujours été un frein dans l'histoire, ils n'allaient pas changer en 36 parce qu'on avait tué un communiste. Il ne fallait pas se faire d'illusions, eux ce qu'ils voulaient, c'était gagner du temps.

Nous sommes donc arrivés en 1936, là on s'est battu dans des réunions syndicales.

Avec la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U. ; les communistes ont pu se battre à l'intérieur des réunions syndicales, on se battait, on défendait notre point de vue, ce n'était plus pareil; il y avait un déséquilibre de la social-démocratie.

— Pourquoi y a-t-il eu cette unité des syndicats ? Comment s'est-elle faite ?

— Elle s'est faite à la suite du pacte d'unité d'action du parti socialiste et du parti communiste.

— Qu'est-ce qui a obligés les socialos à faire ça? Parce qu'ils étaient plutôt prêts à trahir ou à taper sur les communistes qu'à s'allier !

— Les travailleurs socialistes, qu'on le veuille ou non, la majeure partie est anti-fasciste.

C'est par anti-fascisme qu'ils ont fait ça, par haine du fascisme, parce qu'on le connaissait à peu près, le fascisme en Allemagne.

A cette période-là, les socialistes tout en étant des soutiens de la haute bourgeoisie, donc tout en soutenant une forme de répression

des travailleurs, n'étaient pas pour une répression violente, fasciste. Il fallait bien qu'ils soignent leurs ouailles et que, eux aussi, se gardent, parce qu'avant tout, ils étaient des parlementaristes.

On venait de quitter la chambre bleu horizon et on préparait les autres élections, celles de 1936, il fallait tout de même bien tenir compte de cette poussée qu'il y avait sur le plan international, avec le fascisme allemand et italien.

Chacun de son côté, communiste comme socialiste, pensait à profiter des élections.

Alors tout le monde se ménageait en se faisant des courbettes et en ne s'insultant pas trop. J'ai assisté à pas mal de réunions communes à cette époque.

A la première où je suis allé, le socialiste demande au communiste s'il veut apporter la contradiction, l'autre arrive, l'encense, lui met des fleurs.

Tout ça bien sûr, en expliquant que la nouvelle position du parti socialiste est beaucoup plus claire que celle qu'on a connue avant, et l'autre pareil, etc.

Tout ça, on le voit beaucoup mieux avec le recul du temps. Quelle lutte idéologique menaient le parti communiste et le parti socialiste, par exemple, en 35-36 pendant l'unité ?

Rien, on se congratule, on se ménage, avec Pair de dire : Si tu me dis ça, moi, je te sors ça et c'est tout. Pourtant les problèmes politiques sont là.

En France, chaque fois qu'on a causé d'unité — c'est ça qui est malheureux — ce fut l'abandon de la lutte idéologique, c'est-à-dire l'abandon de la lutte de classe pour la lutte de place. C'est clair,

c'est malheureux à dire, mais c'est l'histoire qui le dit et qui le fait voir et nous reviendrons toujours là-dessus.

— *Pourquoi le front populaire n'a-t-il pas tenu ?*

— Parce qu'il a négligé ses alliés naturels. Les paysans n'ont rien eu.

A cette époque-là, on disait dans les campagnes : « Les ouvriers ont eu les 40 heures mais nous, on est obligé de se lever à 5 heures du matin pour se coucher à 11 heures du soir, et les produits ne rapportent pas de manière convenable. »

Les ouvriers agricoles travaillaient encore des 12 et 14 heures par jour sans congés payés, sans rien.

Bien mieux, à cette époque, on avait un ministre des P.T.T. qui s'appelait Lebas; quand les socialistes nous disaient : « C'est grâce à Blum qu'on a eu les 40 heures, c'est grâce au socialiste Blum », on leur répondait : « Et Lebas, il est bien ministre ? Il est bien socialiste ? Alors pourquoi il n'a pas donné les 40 heures et les congés payés aux postiers ? »

Les 40 heures, ce n'était pas général, on nous l'avait donné parce qu'il y avait les occupations d'usines, parce qu'il fallait en sortir, et même Blum n'était pas d'accord pour nous les donner.

Quand il y a eu une entrevue avec les représentants des syndicats, ils lui ont dit : « Attention, il faut aller vite »; il a répondu : « On verra ça dans quelques mois », un ouvrier lui a répondu : « C'est pas quelques mois, c'est dans 48 heures, les ouvriers occupent les usines, et ils ont faim. »

C'est comme ça qu'on a triomphé; avec une position de lutte de classe égoïste et individualiste, on n'a pas étendu cette victoire de

l'unité populaire aux autres couches.

C'est-à-dire que les autres sont partis gros-Jean après avoir mené la lutte, et les intellectuels, ils ont rien eu du tout, d'ailleurs on les appelait la misère en faux col ou les crève-la-faim en faux col.

Tous les partis, aussi bien les communistes que les socialistes, ont abandonné les couches moyennes, on est arrivé à 1937, à la « pause ».

La pause a été l'arrêt des revendications, la démobilisation complète de la classe ouvrière.

Si un communiste avait le malheur de hurler contre la pause, il recevait des insultes ; entre communistes et socialistes, on revenait au même climat qu'avant 1934, chacun accusait l'autre d'être un traître.

Blum avait annoncé la pause et on oubliait dans cette histoire-là la lutte qu'il fallait mener contre le fascisme espagnol qui était à nos frontières. C'est tellement vrai que quand les républicains espagnols ont

dû fuir en France en 1939, ils se sont retrouvés dans des camps de concentration qui avaient été préparés par Léon Blum.

La social-démocratie amène des situations fascistes non pas qu'elle soit elle-même le fascisme avec ses positions violentes, mais elle amène une certaine préparation du fascisme parce qu'elle ne lutte pas contre les germes du fascisme.

C'est ce qui nous est arrivé en 1938-39 après que Blum nous ait fait le coup de la pause et de la non-intervention.

Blum c'était un social-démocrate, qui avait fait le congrès de Tours, ce sont ses collègues allemands qui ont amené Hitler au

pouvoir par des abandons successifs dans la lutte de classe.

Comment veux-tu qu'arrivé au gouvernement français, il change de position ?

Ce n'était pas possible, sa position était claire avec l'Espagne républicaine, elle est devenue encore plus claire quand il abandonnera le gouvernement aux Chautemps et Daladier; on a eu la grève du 30 novembre 1938, avec une mobilisation des gardes mobiles contre les travailleurs, contre tous les travailleurs qui n'ont pas travaillé; il y eut une répression féroce et le parti socialiste n'a rien fait pour eux.

Il a donné ainsi l'occasion au fascisme qui reprenait de la force en France de liquider les éléments qui ne plaisaient pas, et, s'ils n'étaient pas liquidés tout de suite, ils étaient catalogués, à la moindre pécadille, du balai.

La position de Blum était claire depuis le congrès de Tours et on peut remonter plus loin avec l'Union Sacrée et avec tous ses camarades qui ont fait partie des gouvernements pendant la guerre de 14-18.

On a bien vu comment Blum et tous les social-démocrates ont abandonné toute position de lutte de classe.

On a vu tout le travail que les communistes ont dû faire pour rattraper le plus possible l'idée de lutte de classe chez les gens par exemple, qui a lutté pour Sacco et Vanzetti ?

Pas les socialistes, ils n'ont rien fait du tout, ce sont les communistes qui ont lutté à travers toute la France pour Sacco et Vanzetti, c'était très net et très démarqué.

De même le pacte d'unité d'action a été proposé par les

communistes, pas par les socialistes.

Il faut dire que le communiste dans la période 24-25 et même jusqu'en 36 et après 36, ce n'est pas un communiste de 1971, cela il faut bien le voir, ce n'est même pas un communiste de 1950.

C'est un combattant, il rentrait au parti communiste pour se battre, il ne rentrait pas au parti communiste pour faire une fête de famille, soit pour fêter l'anniversaire de quelqu'un, soit aller à la fête de l'Humanité.

Il y a eu beaucoup de gens qui sont rentrés au parti en 1936, quelques arrivistes aussi.

Pour la ligne, il y a eu un changement, un moment d'euphorie, une démobilisation dans la lutte de classe, ça a été la période du suivisme, on suivait un peu la politique réformiste.

On disait, maintenant qu'on a un gouvernement de front populaire, qu'on a Blum au pouvoir, on a attrapé des revendications.

Pourtant, si on se souvient bien, c'est en 1936 que Léon Blum a envoyé les gardes mobiles contre les camarades de Renault qui occupaient l'usine. On a parlé de ça dans les réunions syndicales.

En 1937, il y avait une réunion syndicale des ouvriers de la surface.

Un responsable syndical nous dit : « Ce n'est pas le moment de parler de grève, dans une période comme celle-là, il nous faut travailler, nous avons besoin de matériel pour nous défendre, pour nous préparer à une guerre, le fascisme peut arriver. »

C'était clair, c'était net, dit par un socialiste, c'était très bien, il fallait travailler, mais il fallait aussi satisfaire les revendications des ouvriers. J'ai pris la parole et j'ai démontré que sa position était

fausse : « Je suis d'accord avec vous, il ne faut pas que demain nous partions à la guerre avec une capote trouée ou que nous n'ayions pas de pantalons à mettre à nos jambes.

Mais vous nous dites que nous sommes dans un gouvernement de Front Populaire et qu'il ne faut pas de grèves, alors le gouvernement populaire n'a qu'à donner satisfaction à ceux qui travaillent entièrement pour l'armée; et ceux qui travaillent pour l'armée ça fait 14 mois qu'ils sont en grève, c'est nos camarades de Lemaire et Dilly à Lille, eux, ils travaillent entièrement pour l'armée, ils font du drap pour l'armée, alors qu'attend le gouvernement de front populaire pour donner satisfaction à nos camarades qui travaillent pour l'armée ?

Vous nous dites à l'heure actuelle de ne plus parler de grève, mais justement à l'heure actuelle nous devons fortifier nos positions pour nous préparer à de durs combats, à des grèves comme on n'en aura jamais vu de pareilles. Sinon c'est comme ça que le fascisme va pénétrer.

Ce n'est pas en démobilisant les gens que vous pourrez nous faire aller à la victoire. »

Je l'avais dit à la mairie, tout le monde en parlait et même le camarade de la direction m'a dit : « Ben merde ! Tu es arrivé à dire ça? Ben merde, je n'y aurais pas pensé, vraiment. »

Vraiment, ça faisait 14 mois que les gars étaient en grève chez Lemaire et Dilly.

Devant la politique de la social-démocratie, la démobilisation des masses par la pause, nous avons eu une réaction, mais elle n'a pas été assez vive.

Lorsque Blum a prononcé le mot pause, on aurait dû se battre d'une autre façon que ça, on aurait dû déclencher des mouvements, et dire qu'on était pas d'accord.

A cette époque-là le rapport de force était toujours compté d'après les résultats des élections.

C'est l'erreur que commettent les partis, on a tel résultat et ce serait ça nos forces, ce n'est pas vrai.

S'il y a une lutte anti-faciste, ou une lutte de masse, qui intéresse même les républicains, même les ménagères sans parti ou apolitiques, la ménagère dira qu'on a raison et elle prendra part à la lutte et au combat.

Tandis qu'eux, calculent le rapport de force d'après les résultats des élections.

Le rapport de force, on l'a vu dans les révolutions, on l'a vu en Chine, on l'a vu en Union Soviétique, on l'a vu partout où il y a eu des révolutions.

Il ne s'est jamais déterminé par des élections.

Ce n'est pas dans l'isolement qu'on compte ses hommes, c'est faux, c'est archi-faux, c'est ce qui est faux dans l'esprit de lutte de classe et l'esprit révolutionnaire des gens cela voudrait dire que lorsqu'on fait quelque chose, on est toujours tout seul, que ton voisin il ne peut pas penser comme toi, cela voudrait dire que l'autre derrière toi, il peut penser le contraire de toi.

Ainsi cela fausse toute la ligne politique, et c'est ce qu'on appelle le mépris des masses. C'est ce qui s'est passé en 1936.

C'est pour ça qu'il y a eu cette démobilisation-là jusqu'en 1938, en 38 on a essayé de raccrocher mais là ce fut très dur. Il y a eu

l'arrivée des Paul Raynaud au gouvernement et les décrets Raynaud, il y a eu aussi la mobilisation en 1940 et les décrets de Barthélémy et Sérold qui demandaient la peine de mort contre les communistes.

- 1936, dans les mines, ce fut comment ?

- Avant la victoire du Front populaire, on ne pouvait pas faire de grève, on ne travaillait pas.

Il n'y avait rien comme lutte, il y avait le Premier Mai, les grandes réunions qu'on faisait les dimanches, et, le 14 juillet, mais on ne pouvait pas s'arrêter de travailler à ce moment-là, on n'aurait plus travaillé du tout.

On travaillait deux jours par semaine, il y a même eu une semaine où on a travaillé une journée. C'était terrible, je me retrouvais avec une quinzaine de 200 francs, on faisait n'importe quelle bricole.

La période 36, elle, n'a pas commencé dans les mines, ça a commencé dans la région parisienne; après l'élection du front populaire, ils ont commencé à occuper les usines, puis ça a gagné.

On a essayé de se regrouper, on a posé la question de la grève, Ça n'allait pas trop, on a alors posé des revendications.

Comme elles étaient sensibles à l'ensemble de la corporation, les socialistes ont été obligés de marcher avec nos revendications.

Alors, on a fait grève, et on a demandé l'occupation des puits de mine, les socialistes ont dit : « Non, ce n'est pas la peine, on va arranger ça », pour certains c'était pas mal, pour d'autres ce n'était pas ce qu'ils voulaient.

Nous n'avons pas occupé toutes les mines. On a fait grève, tous les jours on avait une réunion et tous les jours aussi on faisait une

manifestation, ce n'était ni le mieux ni le plus mauvais, notre travail ça aurait été d'occuper les puits, mais la majorité syndicale unifiée était réformiste, c'est tout dire.

— A cette époque-là, vous travailliez déjà plus de deux jours par semaine ?

— Non ça continuait. Enfin dans cette période 1936, on a eu les 40 heures et les congés payés et on a démobilisé les masses. En ne continuant pas l'agitation pour l'amélioration d'autres conditions de travail.

C'est la pause de Léon Blum qui a démobilisé le front populaire.

Le Front populaire continuait son petit train avec ses 40 heures et ses congés payés.

On a vu le phénomène suivant : Un petit air de triomphalisme à travers la classe ouvrière, on se sentait les maîtres, alors qu'on aurait dû avoir une position de vigilance à cette période-là.

On voyait par exemple chez nous les maîtres porions devenir tout doux, s'asseoir à côté de l'ouvrier, les ingénieurs discutaient, pour un peu, ils nous auraient embrassés, nous autres on le voyait et on disait : « Attention, ils n'attendent que ça pour reprendre le bâton demain et nous recogner dessus. »

A ceux parmi les 15 qui disaient : « Tu ne verras plus ça », on répondait : « Oh, oh, ce sont toujours les mêmes », les gens ne voyaient pas les Allemands arriver ici en France, mais en 1936, ils ne voyaient pas plus les patrons reprendre le pouvoir.

Ça, c'est très important, très significatif de la période de la démobilisation qu'il y avait et d'autant plus que la réaction, elle, ne s'endormait pas, elle a soutenu le syndicat maison, la C.F.T.C. Les

gars de la C.F.T.C., ils avaient toujours des avantages, des petites faveurs, par exemple, si tu demandais une maison et que tu n'allais pas à la messe, tu n'avais pas la baraque.

Tout ce système de faveur n'avait pas été éliminé par le front populaire, dans les actions syndicales, on était obligés de réclamer contre les inégalités, par exemple, les conditions de distribution du charbon, sa qualité ou sa quantité ou encore les conditions d'habitation.

Il y avait des discriminations, on n'a pas pu les régler, quelques-unes ont été éliminées par une convention, mais pas toutes. C'est important parce que il y avait toujours aux houillères, cet esprit de domination, cet esprit fasciste.

Ce qu'il faut comprendre avec les compagnies houillères c'est qu'il y avait tous ces ingénieurs fascistes.

Nous autres, on les appelait réactionnaires, mais c'est un mot impropre, le mot c'est plutôt fasciste, parce que cette position de dire : Taisez-vous ou bien fermez vos gueules, comme les ingénieurs disaient aux gens à cette époque-là, eh bien, c'est du fascisme.

Les conventions de 1936, les accords Matignon, on peut pas dire que tous les ouvriers les ont acceptés avec enthousiasme.

Chez nous, dans les mines, tous les ouvriers n'ont pas accepté, car il y avait un vol. Il y avait un système d'échelles de catégories qui était déjà une injustice et, de plus, les compagnies ne l'appliquaient même pas.

Une fois chez les ouvriers de la surface, on a ramassé les fiches : 80 % des ouvriers n'étaient pas payés à leur taux. Les « bons »

ouvriers des compagnies, je ne dis pas bon ouvrier par rapport au travail, mais par rapport à la valeur mentalité, ceux-là ils ont tout de suite été payés à leurs catégories par les compagnies.

Nous autres, on avait rien; on a fait des délégations qui ont discuté pendant des jours. Les compagnies acceptaient de donner satisfaction à certains mais c'était tout, et ceux qui avaient satisfaction, se retiraient de la lutte.

Si les syndicats avaient voulu, on aurait fait grève à cette époque-là, mais les responsables syndicaux disaient : « Vous comprenez, ce n'est pas le moment de faire grève, nous sommes entourés de pays qui préparent la guerre. On doit travailler pour nous défendre. »

Comme ça, on démobilisait les masses alors qu'on contraire, si on voulait lutter contre le fascisme, il fallait amener les travailleurs sur le terrain de la lutte à travers leurs revendications.

Pour les camarades avertis, ce système d'échelle de cotation paraissait injuste. Mais pour les autres, ça paraissait tout à fait normal; eux, ils sortaient d'une léthargie, ils étaient

là et se demandaient ce qui leur tombait dessus comme manne d'abondance.

J'ai vu des ouvriers qui étaient heureux de leur sort, ils n'avaient jamais gagné autant, mais nous on voyait bien qu'on était volé.

Selon les conventions, on devait être payés d'après l'âge, c'était injuste et en plus ce n'était pas respecté. C'est l'esprit qui régnait dans les compagnies.

C'est l'ingénieur qui décidait de tout, et c'était tout bien ou tout mal, selon que tu étais ceci ou cela, les culs bénis, ça passait tout

seul.

— *On respectait l'ingénieur en général ?*

— Ça dépend. On les respectait dans une certaine mesure. Eux, ils croyaient que leur période de domination était terminée, que c'était maintenant celle des ouvriers ou bien ils faisaient semblant de le croire; les directions disaient : « Laissez couler, laissez couler. »

Pourquoi ? « De toute façon, ils n'ont pas besoin de charbon pour leur front populaire »; ça je l'ai su plus tard par des agents de maîtrise. Les directions disaient : « Plutôt Hitler que le front populaire », c'est ainsi qu'on a compris qu'il n'y avait pas besoin de charbon pour le front populaire.

Et les ingénieurs laissaient couler, ils descendaient au fond, ils discutaient avec les ouvriers, ils discutaient politique ça et là.

Le dimanche, des ingénieurs avec nous, c'était une innovation, on organisait un train de plaisir, on allait sur la mer à Boulogne, ou bien à la campagne.

Le lendemain lundi, on ne travaillait pas non plus, c'était la semaine des deux dimanches. Par routine, on respectait l'ingénieur, il y a eu des accrocs avec certains ingénieurs qui poussaient un peu trop loin.

Alors les ingénieurs baissaient le pavillon, ils tâchaient de se corriger et ça remarquait. Jusqu'en 1938, à la grève du 30 novembre, c'est une grève qui a été assez terrible.

— *Est-ce qu'on pouvait voir une autre voie dans le front populaire ?*

Au début de 1937, je me trouvais à la fosse 6. Pour commencer la

quinzaine, il y avait des représentants des municipalités socialistes et le garde-champêtre qui était socialiste, il profitait du marché de quinzaine pour placer sa politique, pour placer la pause.

Il criait : « Les communistes font de la politique de surenchère. » Je lui ai demandé s'il pensait que nous avions eu satisfaction pour toutes nos revendications, il m'a répondu qu'il ne voulait pas discuter, mais il a avoué « non ».

Toutes nos revendications n'étaient pas acquises, surtout dans les mines. On avait eu quelques revalorisations de catégories, mais il y avait encore des bas salaires et surtout le travail dans le fond était exactement le même qu'avant 1936.

Pendant le front populaire, les ingénieurs passaient sur quelques affaires à cause de la révolte qu'il y avait eu, mais maintenant ils reprenaient du poil de la bête.

On voyait des berlines cassées. Une berline cassée c'est une berline qui avait une taillette avec le numéro de l'ouvrier.

Et puis on remontait tout ça au jour et on faisait le compte de l'ouvrier, il y avait le tailleteux qui s'en occupait, le tailleteux est un jeune qu'on fait travailler deux ou trois mois au jour avant de l'envoyer au fond comme galibot.

On trouvait toujours qu'il y avait trop de cailloux, de sorte qu'un ouvrier qui aurait dû avoir 15 à 20 francs, se retrouvait tout juste avec 10 à 11 francs.

Donc le front populaire n'avait pas aboli cette méthode de vol et d'exploitation des ouvriers. C'était donc une de nos revendications et on aurait fait grève pour supprimer ce vol qui était fait par les ingénieurs.

Il y a un cas où ça, c'est bien passé. J'avais affaire à un ingénieur qui était inspecteur général de tous les ateliers du groupe.

Il s'amène, je l'avais vu arriver, c'était en 1937 : « Tu ne fais rien » qu'il dit « Quoi je fais rien ? Je travaille. » — « Je te dis que tu fais rien. » — « Et moi je vous dis que je travaille. » — « On va à l'ingénieur et tu auras 3 francs d'amende. » — « On va à l'ingénieur, d'accord. »

Dans la cour de la fosse que nous traversons, il vitupère, il gesticule tellement fort que je lui dis : — « Ici ne faites pas le guignol. » — « Regardez tout le monde est en train de regarder ! On va croire que c'est le cirque. » — « Tais-toi. » — « Quoi, me taire ? C'est beau de me dire de me taire, mais ce n'est pas vous qui me ferez taire, jamais personne ne m'a fait taire. »

On arrive à l'ingénieur, il n'était pas là. On sort du bureau, je l'attrape et je dis : - « Dites un peu, tout à l'heure vous m'avez dit que je ne faisais rien. Un homme qui ne fait rien, c'est un fainéant, alors vous allez me répondre : Si je ne faisais rien et si je suis un fainéant ? » Au même moment, je l'attrape et je le met au bout de mon bras en face de tout le monde, en plein jour, son pépin dans sa main, son chapeau sur la tête, il avait l'air beau, mon inspecteur.

Il fallait qu'il réponde : « Fainéant ? » — « J't'ai pas dit ça, j't'ai pas dit ça », bon je le remets par terre et puis je le suis. Il me dit : « Va à ton travail. »

- « Vous m'avez dit de vous suivre, je vous suis. » Je J'ai suivi tout partout. Il était blanc comme les morts. Après je l'ai lâché un petit peu, il a bien fallu que je le lâche, je ne pouvais pas rester là pendant des heures. Enfin ça a duré un bon quart d'heure.

A la quinzaine, je me retrouve donc avec mes trois francs

d'amende. Ils me les avaient mis. J'attrape mes camarades les délégués : « C'est tout de même dégueulasse, vous êtes des délégués de la C.G.T., on a lutté contre les amendes, v'la que je me retrouve avec trois francs d'amende et puis vous ne faites rien. Alors, à quoi qu'est bon le syndicat ? »

- « Ça, on ne peut pas dire, il a trois francs d'amende »; « Mais qu'est-ce qu'on doit faire ? »

- « Ce qu'on doit faire, c'est aussitôt qu'on voit arriver cet individu-là, arrêter le travail ». Arrêter le travail, là où on était, c'était arrêter la fosse, parce que c'était la chaufferie. Plus de chaudière, plus de vapeur.

Huit jours après l'individu s'amène, il voit qu'il y a un petit changement chez les hommes, il flaire le machin, il fout le camp. Il revient, il a essayé plusieurs fois, mais à chaque fois il se débinait.

D'un seul coup, un beau jour il s'amène, ça faisait deux mois et demi qu'il n'était venu là. On attrape le délégué, on lui dit : « T'iras le trouver, t'iras lui dire de foutre le camp, que s'il ne fout pas le camp, on arrête la fosse. » Le délégué y est allé : « Vous savez, on refuse de travailler en votre présence, suite à ce que vous avez fait à notre camarade en lui mettant 3 francs d'amende. »

- « Ah ? Vous avez averti l'ingénieur ? »

- « Non, je vous avertis et puis c'est tout. »

- « Bon, je vais aller l'avertir. »

Il est donc allé avertir l'ingénieur et ils ont téléphoné dans les grands bureaux.

Dix minutes après, la cour de la fosse 6 était pleine de voitures, toutes les têtes des grands bureaux pour venir enquêter sur ce qui

s'était passé. Non pas sur la façon dont j'avais eu les trois francs d'amende, mais sur l'agitation chez les ouvriers.

Ce qu'ils peuvent avoir comme frousse nos réactionnaires lorsque les ouvriers sont fermes et têtus dans leur détermination à faire aboutir leurs revendications.

Les trois francs d'amende, ils s'en foutaient, c'était pour voir comment un an après le Front populaire il y avait encore des révoltes comme ça dans les fosses.

Ils ont donc fait leur enquête auprès de tous les ouvriers, le dernier interrogé fut moi, avec l'ingénieur en chef des grands bureaux. Je m'explique sur les faits : « Oui... mais je ne peux pas vous enlever vos 3 francs d'amende, c'est regrettable. »

« Maintenant, dit-il, si vous voulez, on va causer de politique »; c'est-à-dire du front populaire, c'était ce qui les inquiétait le plus : la révolte qui pouvait couvrir.

— « Nous ne sommes pas contre les ouvriers, lorsqu'ils ont quelque chose à réclamer, qu'ils le demandent. »

— « Monsieur, moi, je n'ai rien réclamé du tout. Il y a un individu, sous prétexte qu'il est inspecteur des ateliers, il a le droit de me menacer, il a le droit de me punir et vous, vous me parlez de front populaire, vous me parlez de liberté, alors que la liberté est violée par les trois francs d'amende qui sont maintenus. »

- « Eh oui ! »

- « Écoutez, nous sommes des travailleurs, nous savons ce que nous avons à faire, nous savons ce que nous avons toujours eu en face de nous et nous savons ce que nous avons encore. »

- « Qu'est-ce que vous voulez dire ? »

- « Nous savons que les hommes d'avant 36 et ceux d'après 36, ce sont encore les mêmes bonhommes, alors monsieur, ce n'est pas la peine de discuter, gardez votre position, nous, nous avons encore la nôtre. »

Il est secoué, ce qui l'inquiétait, n'était pas les trois francs d'amende, ni telle ou telle version des faits, c'était de savoir si on était capable de faire un autre mouvement avec encore plus de force, parce qu'alors les gars du fond se seraient intéressés à l'affaire.

Et puis à ce moment-là, il y avait quand même les idées communistes qui avaient un peu percé, et il y avait des députés communistes.

Quoique les députés communistes de cette époque c'était ceux qu'on avait ramassés un petit peu partout, des intellectuels qui étaient venus, on avait dit « bon celui-là, il sait un petit peu mieux écrire qu'un ajusteur ou un forgeron, il sera plutôt capable d'être député », c'était donc toute une bande d'arrivistes qui est entrée dans le parti et à qui on a donné les places de députés.

La direction les avait imposés au niveau du comité central.

Le comité central avec les fédérations, disait : ça sera un tel ou un tel et puis c'est tout. Ici, on a eu un gars, c'était un socialiste paysan, c'était un vieux réformiste, ce qui l'inquiétait, était l'idée de lutte de classe, il voulait garder sa place de député.

Dans cette période, après 36, il y a eu démobilisation des masses et on l'a vu à propos de la guerre d'Espagne.

Par exemple, on collectait pour l'Espagne au sein des organisations de masses, comme le Secours Populaire, il fallait se battre avec les

sociaux démocrates pour qu'on s'allie, pour qu'il y ait des collectes beaucoup plus amples.

Sur la question de l'Espagne, il y avait des luttes entre les socialistes et les communistes.

Lorsqu'on disait qu'on devrait envoyer des canons pour l'Espagne, les socialistes disaient à leur base qu'il y en avait des canons et des avions qui partaient pour l'Espagne Républicaine, alors même que c'était faux.

Quand Léon Blum est venu ici inaugurer le monument à Salengro, l'après-midi il y a bien eu 20 à 25000 personnes qui ont défilé et le stade parc était plein, Blum se met à parler de l'Espagne, je ne peux pas m'empêcher de gueuler : « Des avions, des canons pour l'Espagne républicaine. » Des socialistes, ils étaient en majorité, arrivent et me disent de me taire. — « Quoi me taire ? » et puis je regueule. Des types s'amènent et disent : Il a raison; je ne les connaissais pas.

Il y a eu un remous, dans les masses, il y en avait qui sans être communistes comprenaient le danger de laisser le peuple espagnol seul devant une victoire du fasciste Franco.

Ça se sentait très bien.

Si, par exemple, on avait mobilisé les communistes et les masses qui étaient d'accord et qu'on s'était dispersés par petits groupes dans la manifestation, on aurait pu intervenir beaucoup mieux, et Blum n'aurait pas pu raconter ses sornettes.

Les masses auraient dit : « Ils ont raison », des tas de gars étaient d'accord avec nous là-dessus.